



Agriculture, élevage et résilience

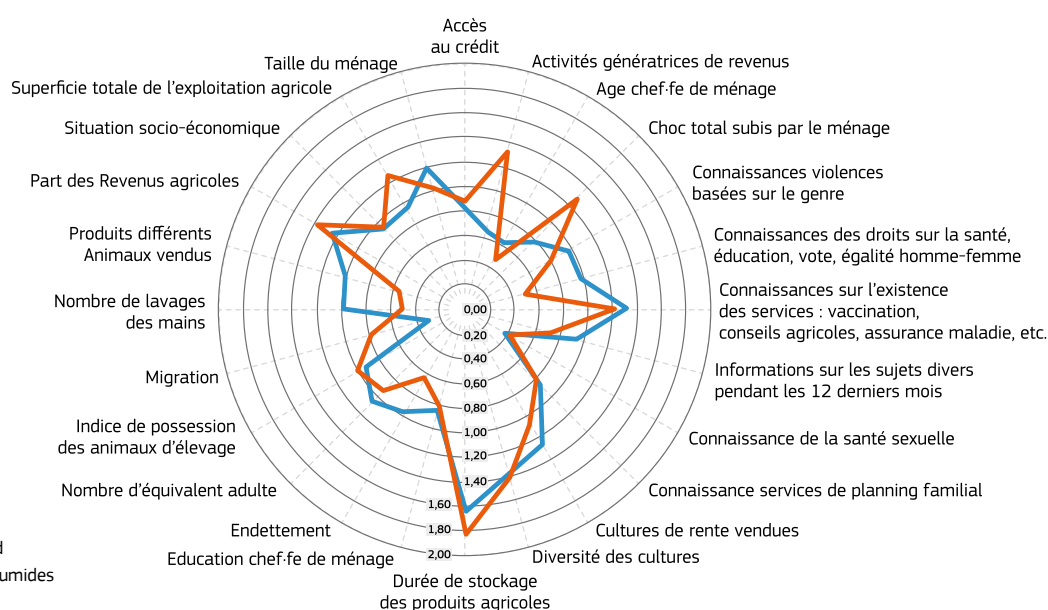
La combinaison agriculture – élevage : le pilier de la résilience des populations rurales

Plateaux centraux humides-PCH (Kayanza et Ngozi) et Dépressions du Nord-DN (Kirundo) – Burundi

Contexte

Pour plus de 90% des ménages les plus pauvres suivis, l'activité agricole est parmi les trois principales sources de revenus. Celle-ci est fortement liée à la pratique de l'élevage, toutefois moins répandue, par manque de moyens, chez les plus pauvres. La **combinaison agriculture-élevage** est pourtant la clé de voute de l'économie des ménages ruraux. En effet dans ces zones où la fertilité des sols est précaire en raison de leur surexploitation, l'obtention du **fumier** est centrale pour une bonne production agricole. La résilience des ménages passe également par la capacité à **produire des excédents pour la vente, le stockage** (semences, produits pour la vente) **et la capacité à faire face aux nombreux aléas** économiques, biologiques et climatiques.

« Sans élevage, l'agriculture n'est plus possible. De nos jours, la terre exige du fumier pour pouvoir récolter. C'est pourquoi l'agriculture et l'élevage sont complémentaires ». Hommes, province de Kayanza (Rutobo)



Les indicateurs agricoles centraux pour déterminer le bien-être des ménages

Les indicateurs liés aux activités agricoles semblent déterminants pour le bien-être des ménages (Fig 1). Pour les 2 zones d'étude, les résultats de l'étude de base montrent que i) la durée de stockage des récoltes et ii) la diversité des cultures sont les deux indicateurs les plus importants. Ensuite, viennent iii) la contribution des revenus agricoles dans

les revenus totaux, iv) la connaissance de l'existence des services et v) l'importance des cultures de rente.

1. Les données présentes dans l'ensemble de ce document sont les données collectées dans le cadre des phases intermédiaire et finale (2021 et 2022) de suivi des ménages bénéficiaires les plus pauvres des programmes de l'UE dans le cadre du travail sur la mesure de résilience.

Facteurs de production essentiels : terres, force de travail et liquidités monétaires :

Disposer de terres est un facteur incontournable pour mener les activités agricoles. On constate toutefois que **la possession de terres est relativement instable chez les plus pauvres**. Ces derniers peuvent facilement perdre des terres à la suite de problèmes financiers, de maladies, de séparation au sein du ménage, d'une succession, et/ou en raison de conflits. Certains acquièrent également de nouvelles surfaces (achat ou location) notamment grâce à des crédits, des revenus accrus pendant des migrations. La **qualité des terres** cultivables est tout aussi importante. Par exemple, **l'accès à des terres dans les marais ou une parcelle irriguée change substantiellement la**

donne car elles permettent la diversification des cultures, des opportunités en termes nutritionnels et économiques et parfois une possibilité de cultiver trois saisons dans l'année.

L'aptitude **physique** des membres du ménage est également **cruciale pour la réussite des activités agricoles**. L'état de santé est par ailleurs fortement lié à la santé financière du ménage. Enfin, la possibilité de générer des revenus, de **disposer de liquidités est essentielle pour assurer les équipements et investissements nécessaires** (semences, fertilisants, achats d'animaux) nécessaire à une **activité productive et rentable**.



« Si je parviens à obtenir les frais de location des terres à cultiver, je suis heurtée d'un autre grand problème : le manque de fumure organique et de semences sélectionnées. Dans ce cas je regrette mes facteurs de production (temps et force) perdus. »

Les cultures : disposer d'une gamme variée pour l'alimentation et la commercialisation

Au-delà de l'agriculture de subsistance, la commercialisation d'excédents sur la consommation et des cultures de rente est essentielle pour générer des liquidités monétaires dont les ménages ont besoin. Le haricot, le maïs, le sorgho, le riz, le manioc, la pomme de terre, le tournesol, la patate douce et la colocase sont à la fois des cultures vivrières et des sources de revenu potentielles. **Le café** et la banane sont les principales cultures de rente dans les deux zones d'étude en terme de revenus pécuniers aux ménages. Pour les ménages qui en disposent, les **boisements** (eucalyptus) **sont aussi une ressource rassurante**. Le bois est en effet sollicité pour divers usages: constructions, meubles, etc. **La culture des fruits est également une bonne option pour les ménages connectés au marché**.

Réhabiliter la culture de la colocase (taro) pour améliorer la résilience

Résistante à la sécheresse, de bonne valeur nutritive, facile à multiplier et rapidement productive, la culture de colocase était un atout pour la sécurité alimentaire des ménages au Burundi. Sa raréfaction, causée par des maladies virales et des champignons, a été un coup dur pour les ménages pauvres.

Le triple avantage de l'élevage et l'exigence d'une meilleure gestion du risque sanitaire

Les animaux d'élevage sont principalement les ruminants (caprins et bovins), les porcins et les volailles. La pratique de l'élevage est déterminante pour la **mise en valeur du facteur terre**. La vente des produits de l'élevage (animaux, viande, lait, œufs, etc.) permet également de **générer des liquidités** monétaires ; les animaux sont d'ailleurs souvent considérés comme une **forme d'épargne** qui peut être mobilisée en période de soudure.

« Si tu as eu de bonnes récoltes, tu peux vendre les produits agricoles en attendant que l'élevage se développe et puis dans la période de soudure tu vends par exemple une chèvre en attendant la récolte ». Femmes, province de Ngozi (Mugazi)

Enfin, les produits animaux ont un **fort intérêt nutritionnel** en apportant les protéines et micronutriments d'origine animale dont les populations rurales sont souvent carencées.

Malgré les avantages, l'élevage est une **activité très exigeante** tant sur le plan de **l'alimentation des animaux** que sur les **soins vétérinaires**. Pour les plus pauvres ces contraintes sont rédhibitoires, spécialement pour l'élevage bovin qui est le plus délicat. L'élevage du petit bétail est favorisé car sa conduite est simple, demande peu d'expertise et ne fait pas concurrence avec l'homme en termes d'espace.

En 2022, la fièvre de la vallée du rift a lourdement touché tous les acteurs de la filière viande (des éleveurs aux consommateurs). Au-delà de cette maladie, les risques de transmission des

maladies entre les animaux et les hommes, qui entretiennent une forte promiscuité, sont élevés dans ce contexte. Il n'est pas rare que pour éviter les vols de bétail, les enfants partagent leurs chambres avec les animaux.

Notons que la **loi sur la stabulation** permanente est entrée en vigueur depuis novembre 2021. Cette loi interdit la divagation des animaux afin d'augmenter de la production et surtout limiter la transmission des maladies. Elle impose une réadaptation des systèmes des productions traditionnelles à laquelle les populations sont actuellement mal préparées.



Information, connaissances et gestion : un service de conseil agricole sous-dimensionné par rapport aux besoins

La réussite des activités agricoles nécessite l'existence d'une **vision** et d'un **sens organisationnel**. Les ménages doivent faire des choix pour le court, le moyen et le long terme. Les décisions d'affecter les ressources productives (terre, travail et finances) doivent suivre généralement une certaine logique, un plan. Il faut être attentif à la viabilité des investissements, la variabilité des prix qui sont très bas au moment de la récolte (offre abondante) et quelques mois après la récolte (quand l'offre commence à se rétrécir) et savoir atténuer les risques qui varient d'une année sur l'autre. **Le niveau d'instruction, d'information et la bonne entente au sein du ménage peuvent beaucoup influencer les niveaux de productions.**

Les populations sont dans l'ensemble très ouvertes aux changements et avides d'information pour améliorer leurs pratiques mais elles disposent de **services agricoles et pastoraux très limités et peu actifs**. En raison d'un manque de moyens, les Bureaux Provinciaux de l'Agriculture et de l'Élevage (BPAE), malgré leur motivation, **ne peuvent atteindre qu'un nombre très limité de producteurs, souvent les plus riches. Les initiatives d'amélioration du potentiel génétique ou des pratiques agricoles et pastorales restent souvent confidentielles et ne disposent pas de l'élan nécessaire à une large vulgarisation.**



En résumé

Facteurs de résilience liés à l'agriculture et l'élevage et recommandations opérationnelles

Si un certain degré de transition économique paraît indispensable pour améliorer la résilience des populations burundaises, les activités agricoles qui occupent 84%² selon Plan National de Développement (PND) des burundais demeurent indispensables à leur développement et bien-être. Il existe toutefois une **large marge d'amélioration dans le secteur pour améliorer la productivité et la résilience face aux chocs**.

1. AU NIVEAU NATIONAL :

- **Augmenter substantiellement les budgets dédiés au développement agricole** : l'agriculture et l'élevage ont été les parents pauvres des investissements nationaux, avec des budgets alloués à ce secteur qui oscillent entre 5 et 7% du budget de l'Etat, ce qui reste loin des objectifs fixés (10%) dans le cadre de la déclaration de Malabo (2014) et qui paraissent un minimum pour un secteur dont l'importance est cruciale tant pour l'équilibre macro-économique du pays que son développement humain.
- **Appuyer la structuration d'un service technique agricole plus ambitieux et inclusif avec comme priorité** :
 - L'approvisionnement efficace et effectif en engrais organo-chimique ;
 - Le renforcement des services vétérinaires et phytosanitaires ;
 - Le renforcement de la formation sur les bonnes pratiques agricoles et pastorales et la complémentarité entre ces deux activités.
- **Renforcer la recherche agricole** :
 - Soutenir plus particulièrement le développement de variétés résistantes à courte saison, l'agroforesterie et autres techniques permettant une adaptation aux changements climatiques ;

- Soutenir les cultures à forte valeur ajoutée pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, telles que la culture de la colocase, le manioc, le haricot bio fortifié en fer, la patate douce à chair orange ;
- Développer/renouveler le potentiel génétique (végétal et animal) ;
- Favoriser une pratique optimale de l'élevage en stabulation (y compris la production locale d'aliments bétail) ;
- Favoriser les échanges avec d'autres pays ayant des avancées sur ces sujets et des écosystèmes compatibles (ex: Ethiopie) ;
- Développer les techniques piscicoles notamment la multiplication des alevins.

2. AU NIVEAU LOCAL :

- **Augmenter substantiellement les ressources opérationnelles afin d'offrir un service agricole/élevage au plus grand nombre** (augmentation des ressources humaines et financières des BPAE) ;
- **Développer / vulgariser les pratiques d'amélioration de la production engrais organique / compostage et bio pesticides** (agriculture écologique) ;
- **Vulgariser la formation technique agricole à large échelle, y compris pour les petits producteurs** notamment en associations des plus petits producteurs afin qu'ils puissent mieux accéder aux services ;
- **Favoriser un accès au petit élevage pour les plus pauvres et vulgariser la plantation de haies fourragères** ;
- **Favoriser les mécanismes d'accès aux semences et races améliorées** (animaux hautement productifs viande et lait) ;
- **Favoriser le développement de services vétérinaires abordables** (actes et médicaments).

2. Selon Plan National de Développement (PND)

Contacts

Délégation de l'Union Européenne au Burundi

Place de l'Indépendance
Building Old East, Bujumbura
(+257) 22 20 22 00
delegation-Burundi@eeas.europa.eu

Agrinatura

42 rue Scheffer
F-75116 Paris
FRANCE
secretariat@agrinataura-eu.eu

